

Égypte

Sur l'exercice clos en juin 2010, l'économie égyptienne a progressé au rythme de 5.1 %, selon les estimations, alors que ce pays commençait à se remettre des conséquences de la crise financière mondiale. Les troubles politiques, qui ont conduit à la démission du président Hosni Moubarak début 2011, risquent de freiner la croissance, mais la perspective de réformes économiques et politiques de grande ampleur donne espoir en l'avenir.

L'Égypte souffre de graves handicaps sociaux : faible niveau d'études de la population, chômage élevé et fortes disparités de revenus. La croissance économique n'a pas apporté les bienfaits qu'elle aurait pu en raison de la corruption et de l'absence de réformes politiques.

L'Égypte continue de s'appuyer principalement sur ses partenaires traditionnels, les États-Unis et l'Union européenne, mais les pays émergents commencent à gagner du terrain. Les pays arabes constituent une importante source d'investissements directs étrangers et représentent une destination privilégiée pour les jeunes Égyptiens.

Depuis quelques années déjà, l'Égypte était au bord de la crise sociale et politique, la population montrant ostensiblement son mécontentement croissant vis-à-vis des conditions socio-économiques difficiles, des privations de liberté et des perspectives politiques incertaines. Le 25 janvier 2011, inspirés par la révolution tunisienne, les Égyptiens se sont massivement soulevés pendant 18 jours de manifestations, forçant le président Hosni Moubarak à se retirer du pouvoir, après l'avoir incarné durant 30 ans. Le pouvoir a été transféré au Conseil suprême des forces armées qui s'est vu confier la charge de conduire les affaires de l'État et de gérer la période de transition, conformément à la Déclaration constitutionnelle promulguée par l'armée le 30 mars, jusqu'aux élections législatives et présidentielle qui doivent se tenir vers la fin de l'année.

Si le soulèvement populaire en Égypte renferme la promesse d'une réforme politique de grande ampleur, il a temporairement perturbé l'activité économique, fait chuter la production et entraîné la fermeture de la Bourse pendant 55 jours. Les conséquences économiques délétères de ces événements perdureront vraisemblablement sur l'ensemble de l'exercice 2010/11, car les profondes incertitudes liées à la situation en Égypte affaibliront les entrées d'investissements directs étrangers (IDE), ainsi que les recettes du tourisme et du canal de Suez. Ainsi, la croissance du produit intérieur brut (PIB) en volume devrait avoisiner seulement 1.6 % en 2010/11, contre 5.1 % en 2009/10.

Le gouvernement intérimaire a tenté de calmer la colère des manifestants en relevant les subventions accordées aux denrées alimentaires, en gelant le projet de suppression des subventions à l'énergie et en embauchant définitivement les fonctionnaires contractuels en poste depuis plus de 3 ans. Si le gouvernement intérimaire doit certes s'attaquer à ces priorités sociales, il doit aussi tenir compte de leurs conséquences sur les soldes budgétaires à moyen et long terme.

Le déficit budgétaire devrait se creuser, et passer de 8.1 % en 2009/10 à près de 10 % en 2010/11, car le gouvernement intérimaire augmente les dépenses afin de contrebalancer les effets des troubles politiques. Les pénuries temporaires qui ont suivi le soulèvement, conjuguées à la flambée des prix internationaux des denrées alimentaires et du carburant, ajoutent aux pressions sur les prix intérieurs depuis début 2011. De 11.7 % en 2009/10, le taux d'inflation devrait donc s'établir à 13.4 % en 2010/11. De même, le déficit du compte courant devrait s'accroître et passer de 2 % du PIB en 2009/10 à 3.2 % en 2010/11, avant de refluer légèrement à 2.9 % en 2011/12, car les entrées d'IDE, les envois de fonds des travailleurs expatriés et la balance des services restent vulnérables.

Les partenariats de l'Égypte avec des économies émergentes, essentiellement des pays asiatiques non arabes et des pays du monde arabe, restent marginaux par rapport à ceux noués avec l'Union européenne (UE) et les États-Unis. Bien que les relations économiques avec les partenaires émergents s'étoffent, les troubles politiques en Égypte et dans l'ensemble de la région freineront les échanges, notamment avec les pays arabes, ainsi que les entrées d'IDE et les envois de fonds des émigrés dans les pays arabes. Les autorités égyptiennes ont déjà alloué 100 millions de livres égyptiennes (EGP) au traitement du problème de l'emploi des travailleurs égyptiens qui quittent les pays arabes, en particulier la Libye, pour rentrer en Égypte.

Pour que l'Égypte renoue avec une solide croissance qui profite à la majorité de ses habitants, il lui faut rétablir la stabilité politique et réformer son économie. Si elles veulent combattre la pauvreté et améliorer le niveau de vie, les autorités doivent cibler en priorité un taux de croissance élevé et durable tout en réglant les problèmes

sociaux, que sont le chômage, la distribution des revenus ainsi que l'insuffisance et la piètre qualité des services d'éducation et de santé. L'assainissement des finances publiques est la clé de la réalisation des objectifs économiques et sociaux de l'Égypte, dont les efforts de réforme ont toujours été compromis par des dépenses publiques mal ciblées et une dette publique massive.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

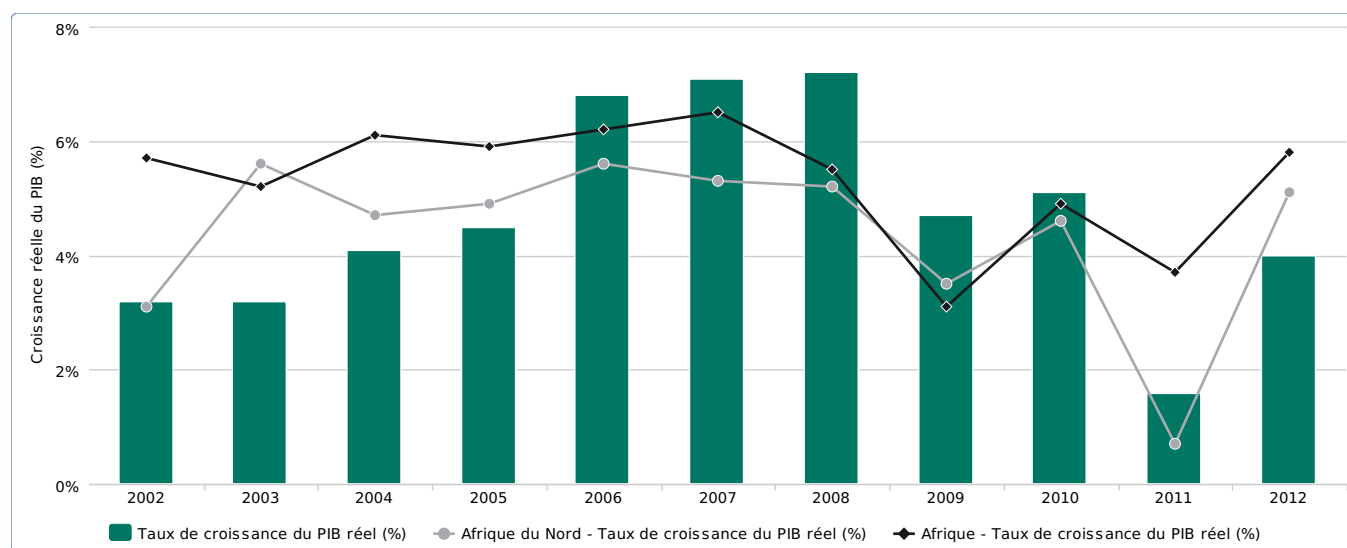
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	4.7	5.1	1.6	4
Inflation IPC	16.2	11.7	13.4	12.2
Balance budgétaire % PIB	-6.6	-8.1	-9.8	-9.4
Balance courante % PIB	-2.3	-2	-3.2	-2.9

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.
Année fiscale juillet (n-1)/ juin (n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414250>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (N)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411894>